



Mission Permanente
du Royaume du Maroc

Genève

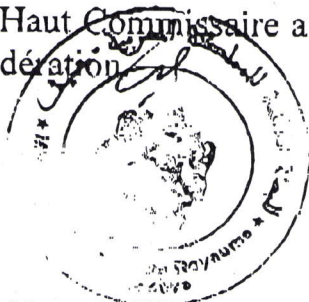


البعثة الدائمة
للمملكة المغربية
جنيف

MA 273

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisations Internationales en Suisse, présente ses compliments au Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme, et en se référant à sa correspondance POVERTY 2010 AF, du 17 décembre 2010, a l'honneur de lui faire parvenir, en annexe, les éléments de réponse du Royaume du Maroc au questionnaire, relatif aux ajustements des dépenses publiques, adressé par l'Experte Indépendante sur la question des droits de l'homme et l'extrême pauvreté

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisations Internationales en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme, l'assurance de sa haute considération



Genève, le 1^{er} février 2011

Experte Indépendante sur la question des droits de l'homme et l'extrême pauvreté.

Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme

Palais des Nations

CH-1211 Genève 10

Fax : 0041 22 917 90 06

P.J : mentionnée.

OHCHR REGISTRY

- 2 FEB. 2011

Recipients :S.P.D.....

.....
.....
.....

0227918180

Royaume du Maroc

Direction des Etudes et des Prévisions Financières
DEEF / SIF

Rabat, le 27 janvier 2011

OHCHR REGISTRY

- 2 FEV. 2011

Recipients : *S.P.D.*
.....
.....
.....

**Réponse au questionnaire adressé par le
Le Haut Commissariat des Droits de l'Homme sur les droits de l'homme et
l'extrême pauvreté**

Le paysage mondial a été profondément bouleversé par les dégâts causés par la crise financière. Les marchés d'actifs ont été sérieusement perturbés, causant des pertes colossales aux épargnants. L'activité économique et le commerce ont été lourdement affectés et subissent un net ralentissement. Le chômage a explosé dans la plupart des économies, environ 15 millions de personnes auraient perdu leur emploi suite aux effets de la crise. Des sommes colossales déboursées par les pays affectés par la crise pour venir en aide à leur économie ont alourdi les charges pesant sur les finances publiques.

Dans ce cadre, cette note présente une réponse au questionnaire élaboré par l'expert indépendant au Conseil de Droits de l'Homme pour se renseigner sur l'impact de la crise financière sur la pauvreté et sur l'ampleur de la contraction budgétaire, en particulier la réduction des dépenses publiques à caractère social. Elle fournit une vue d'ensemble relative aux mesures prises par le Maroc pour prévenir les impacts négatifs de la crise financière internationale sur l'économie marocaine et une réflexion sur les stratégies de préparation de l'après crise.

1. Premières réponses à la crise financière

Après avoir intégré dans les Lois de finances 2009 et 2010 d'importantes mesures volontaristes en faveur du soutien de la demande intérieure, du renforcement de la compétitivité des exportations et de la diversification des sources de la croissance, un Comité de Veille Stratégique, public-privé, a été institué début février 2009 en vue de suivre les développements de la crise, d'en évaluer l'impact sur l'économie nationale et de définir des mesures appropriées, ciblées et proactives.

Les réalisations économiques au cours des dernières années confirmant la capacité de notre économie à faire face aux aléas de la conjoncture sont bien présents : notre pays a pu maintenir les objectifs stratégiques ayant fondé sa politique économique, financière et sociale, le Gouvernement a continué à s'engager dans la voie des choix stratégiques qui ont fait preuve de leur efficacité dans la résilience de notre tissu économique et social et dans la protection de notre stabilité financière. Ces choix consistent dans le lancement de grands projets structurants, la

diversification des sources de la croissance, la consolidation des stratégies sectorielles et dans le soutien des secteurs sociaux, et la préservation du pouvoir d'achat des citoyens avec toutes les mesures conjoncturelles d'accompagnement nécessaires prises pour le soutien des entreprises touchées par la crise mondiale dans le cadre du Comité de Veille Stratégique et qui ont permis de préserver les emplois et le tissu productif national.

Ainsi, notre économie a réalisé au cours de ces trois années une croissance au taux de 4,8 % (5,6% en 2008, 4,9% en 2009 et 4% en 2010) et, en même temps, le taux d'inflation n'a pas dépassé 2%, le déficit budgétaire est resté dans la limite de 2% du PIB, le taux d'endettement dans la limite de 49% du PIB et le déficit du Compte Courant de la Balance des Paiements dans la limite de 4% environ du PIB.

Dans un contexte de lutte contre les effets d'une conjoncture mondiale perturbée, le Gouvernement a axé ses efforts sur le soutien de la croissance par le renforcement de la demande intérieure. Outre le développement de l'investissement, l'accent a été mis sur le renforcement du pouvoir d'achat des citoyens à travers l'augmentation des salaires et la réduction de la pression fiscale sur le revenu. Ces mesures ont eu un impact majeur, une enveloppe de près de 19 milliards de dirhams ayant été allouée à cet effet.

Outre l'impact positif de cet effort sur le niveau de vie des citoyens, le Gouvernement s'est attaché à renforcer davantage le pouvoir d'achat par l'injection de plus de 72 milliards de dirhams dans la Caisse de Compensation pour soutenir les prix des produits de base, tout en veillant à la maîtrise du taux d'inflation maintenu sous le seuil de 2%, ce qui constitue également un facteur efficace et essentiel de protection du pouvoir d'achat.

Principales mesures arrêtées par le CVS en 2009

1) Les entreprises les plus touchées dans les secteurs du textile, du cuir et des équipements automobiles et électroniques ont bénéficié dès février 2009 de mesures d'accompagnement. Ces mesures s'articulent autour de trois volets :

- **Un volet social**, consiste en la prise en charge par l'Etat sur une durée de 6 mois renouvelables (i) des cotisations patronales à la CNSS, (ii) des charges patronales concernant les salaires inférieurs à 3500 DH/mois pour les entreprises de l'électrique électronique. En contrepartie, les entreprises s'engagent à ne pas réduire de plus de 5% leur effectif et à respecter les salaires minimums.

- **Un volet financier**, est basé sur le renforcement des garanties octroyées par l'Etat aux banques pour le financement des besoins en fonds de roulement (Damané Exploitation) et sur un moratoire des remboursements de crédits à moyen et long terme (Moratoire 2009).

- **Un volet commercial**, en appui à la diversification des débouchés et des marchés, comprend une prise en charge des frais de prospection et des conditions préférentielles pour les assurances à l'export.

- **Un volet formation** qui porte sur une enveloppe de 180 millions de dirhams, concerne les secteurs du textile et du cuir, les préparant à la mutation vers le produit fini et celui des équipements automobiles, liée au management industriel et à la gestion de projets.

2) En faveur du secteur touristique marocain, un plan d'action «CAP 2009» a été mis en place, doté d'une enveloppe de 100 millions de dirhams, ciblant l'activité dans les régions de Marrakech, Fès, Casablanca et Agadir. En outre, en mai 2009, un montant supplémentaire de 300

millions de dirhams a été alloué au renforcement de la promotion touristique, destiné en particulier à la ville de Marrakech et à l'appui au tourisme intérieur.

3) Les MRE ont pu bénéficier des mesures suivantes:

- Une subvention étatique à hauteur de 10% du coût du projet (pas moins de 1 million de dirhams et pas plus de 5 millions de dirhams) à tout détenteur de projet qui doit avancer un apport en fonds propres en devises équivalent à 25% du capital total et pourra avoir un crédit bancaire plafonné à 65 % du total de l'investissement.
- De la gratuité, jusqu'au 31 décembre 2009, des transferts d'argent effectués par l'intermédiaire des banques marocaines ou leurs réseaux à l'étranger.
- D'une baisse, à partir de juin 2009, de 50% la commission de change appliquée à l'ensemble des transactions avec l'extérieur ;
- De la garantie "Damane Assakane" dans le domaine de l'immobilier.

Par ailleurs, le CVS a renforcé durant l'année 2010 sa capacité de suivi et d'évaluation des secteurs en difficulté tout en s'assurant de l'application des mesures prises et d'évaluation de leur impact.

Evaluation en 2010 des mesures arrêtées par le CVS

L'évaluation des mesures, à fin juin 2010, dénote d'une prédominance des mesures relatives au volet social avec une part oscillant aux alentours de 60% des demandes, ce qui a permis d'atténuer les pertes d'emploi dans les secteurs touchés. L'analyse de la situation par type de mesures se présente comme suit :

- **Volet social :** La CNSS a débloqué 505 millions de dirhams pour rembourser 444 entreprises. Par secteur, les entreprises du textile-habillement et cuir représentent plus de 81% des bénéficiaires, suivi du secteur de l'automobile avec 8%.
- **Volet financier :** La CCG a traité 131 dossiers, dont 93% relatifs au secteur du textile, correspondant à un montant agréé de 725 millions de dirhams.
- **Volet commercial :** Depuis sa mise en place, 177 demandes de remboursement ont été déposées pour bénéficier du soutien de l'effort de diversification des marchés dont 125 entreprises appartenant au secteur du textile et cuir. Pour ce qui est de la couverture du risque export, 1.056 demandes de prime d'assurance ont été déposées auprès de la SMAEX avec une prédominance du secteur textile. Au 30/8/2010, les remboursements effectués en 2009 et 2010 au titre des mesures de soutien relatives au volet promotion commerciale ont totalisé 27,8 millions de dirhams.
- **Volet formation :** 163 certificats d'éligibilité ont été délivrés. Les entreprises du textile-habillement et cuir viennent en tête avec une part de 80% suivies par le secteur des équipements automobiles avec 18%.

2. Les stratégies de préparation de l'après-crise

La crise a bien montré l'importance des mécanismes de coordination et de mise en cohérence des politiques économiques, ainsi que la nécessité de dispositifs efficaces de suivi-évaluation. A cet égard, le risque le plus important consiste à assurer une cohésion dans les différentes politiques publiques.

Les enjeux sociaux ne doivent pas être minimisés. La résorption du chômage représente un défi majeur pour le cas du Maroc. A ce titre, la flexibilité du marché du travail, par exemple, pourrait constituer une mesure fructueuse à l'avenir.

Premièrement, consolider le lien social à travers une refonte des politiques sociales

Le premier impératif au plan social sera de maintenir la confiance et d'entretenir un climat social serein, en approfondissant les programmes de développement humain (INDH, éducation, santé), en renforçant le dialogue social et en activant les espaces de médiation sociale. Parallèlement, une profonde refonte des politiques sociales devrait être opérée.

Il s'agira, en particulier, de réorganiser profondément le paysage national des acteurs du développement social pour plus de responsabilisation, de convergence et d'efficacité, en capitalisant sur les acquis de l'INDH, de mettre en exécution la réforme progressive du système de compensation pour plus d'équité sociale et d'efficacité économique et d'étudier l'opportunité de mise en place d'un dispositif de protection de l'emploi et des salariés, en évaluant son coût et son impact économique et social.

Il conviendrait également pour assurer une croissance viable et équitable que le Maroc accélère le rythme des réformes dans les domaines sociaux, notamment ceux de l'éducation, de la santé et de la justice.

Deuxièmement, améliorer la gouvernance des politiques publiques et mettre en place un cadre approprié de coordination des politiques publiques¹

Ce cadre aurait pour première mission de piloter, une revue croisée des objectifs et de la cohérence des grandes stratégies sectorielles (Maroc Vert, Eau, Plan Azur, Emergence, Education-Formation...) afin d'en harmoniser l'horizon temporel et d'en accélérer le rythme de réalisation.

L'amélioration de la gouvernance des politiques publiques nécessitera également de se donner des moyens efficaces de suivi et de mesure de l'efficacité de l'action publique, à travers une reconfiguration des instruments nationaux de planification stratégique et une mise à niveau du système national d'information.

Troisièmement, au plan économique, relever le défi de la compétitivité et porter une vigilance accrue sur la préservation de certains équilibres macroéconomiques

Le chantier le plus urgent au plan économique consiste à remédier définitivement à l'érosion de la compétitivité de l'économie nationale, en œuvrant notamment à rehausser la productivité des entreprises et la qualité du capital humain. Parallèlement à cela, le Maroc gagnerait à prendre rapidement le train de l'innovation et des mutations technologiques, à travers la dynamisation de l'enseignement supérieur et de la recherche et l'élaboration d'une feuille de route nationale pour la croissance verte.

Quatrièmement, approfondir l'ancrage régional du Royaume

La crise actuelle rappelle le caractère décisif de l'ancrage à des ensembles régionaux solides et intégrés et invite ainsi le Maroc à concrétiser rapidement le projet du statut avancé avec l'Union Européenne, à intensifier ses rapports de partenariat avec le voisinage africain et à saisir

¹ Comité interministériel, instance dédiée, institutionnalisation du «Comité de Veille Stratégique».

0227918180

systématiquement les opportunités de renforcement des relations avec tout pays du Maghreb qui le souhaite.

En promouvant ainsi des approches novatrices de coopération régionale, le Maroc contribuera à l'émergence d'un espace pertinent d'amortissement en périodes de crise et de construction de réponses communes. Il sera par ailleurs nécessaire de renforcer la surveillance sur le plan sécuritaire et migratoire à l'échelle régionale, alors que l'aggravation de la vulnérabilité de certains pays d'Afrique subsaharienne pourrait occasionner une intensification des trafics (armes, drogues, contrebande de marchandises...) et une recrudescence des flux de migration clandestine.